

Aperçus économiques

Développements récents de l'économie canadienne, 2020 : COVID-19, deuxième édition

par Guy Gellatly et Carter McCormack

Date de diffusion : le 24 juin 2020



Statistique
Canada

Statistics
Canada

Canada

Comment obtenir d'autres renseignements

Pour toute demande de renseignements au sujet de ce produit ou sur l'ensemble des données et des services de Statistique Canada, visiter notre site Web à www.statcan.gc.ca.

Vous pouvez également communiquer avec nous par :

Courriel à STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca

Téléphone entre 8 h 30 et 16 h 30 du lundi au vendredi aux numéros suivants :

- | | |
|---|----------------|
| • Service de renseignements statistiques | 1-800-263-1136 |
| • Service national d'appareils de télécommunications pour les malentendants | 1-800-363-7629 |
| • Télécopieur | 1-514-283-9350 |

Programme des services de dépôt

- | | |
|-----------------------------|----------------|
| • Service de renseignements | 1-800-635-7943 |
| • Télécopieur | 1-800-565-7757 |

Normes de service à la clientèle

Statistique Canada s'engage à fournir à ses clients des services rapides, fiables et courtois. À cet égard, notre organisme s'est doté de normes de service à la clientèle que les employés observent. Pour obtenir une copie de ces normes de service, veuillez communiquer avec Statistique Canada au numéro sans frais 1-800-263-1136. Les normes de service sont aussi publiées sur le site www.statcan.gc.ca sous « Contactez-nous » > « [Normes de service à la clientèle](#) ».

Note de reconnaissance

Le succès du système statistique du Canada repose sur un partenariat bien établi entre Statistique Canada et la population du Canada, les entreprises, les administrations et les autres organismes. Sans cette collaboration et cette bonne volonté, il serait impossible de produire des statistiques exactes et actuelles.

Publication autorisée par le ministre responsable de Statistique Canada

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de l'Industrie 2019

Tous droits réservés. L'utilisation de la présente publication est assujettie aux modalités de l'[entente de licence ouverte](#) de Statistique Canada.

Une [version HTML](#) est aussi disponible.

This publication is also available in English.

Développements récents de l'économie canadienne, 2020 : COVID-19, deuxième édition

par Guy Gellatly et CarterMcCormack

Cet article de la série *Aperçus économiques* met en évidence les changements soudains à la situation économique alors que les ménages et les entreprises s'ajustaient aux restrictions sociales et économiques visant à contenir la propagation de la COVID-19. Il s'agit du deuxième d'une série d'articles qui présentent une analyse intégrée des répercussions économiques de la COVID-19 à mesure que de nouvelles données et de nouveaux renseignements deviennent disponibles.

Ce deuxième rapport est fondé sur des données accessibles au public en date du 19 juin 2020. Il examine les répercussions de la COVID-19 sur la production économique au cours du premier trimestre de 2020 et en mars, alors que les entreprises non essentielles ont commencé à interrompre leurs activités. Il analyse ensuite les données sur le commerce international, la fabrication et les ventes des détaillants pour le mois d'avril, au cours duquel les répercussions économiques des fermetures sont devenues plus évidentes. En outre, l'article souligne les changements survenus dans les données sur l'emploi en mai, alors que les restrictions visant l'activité sociale et économique dans plusieurs provinces ont commencé à s'assouplir.

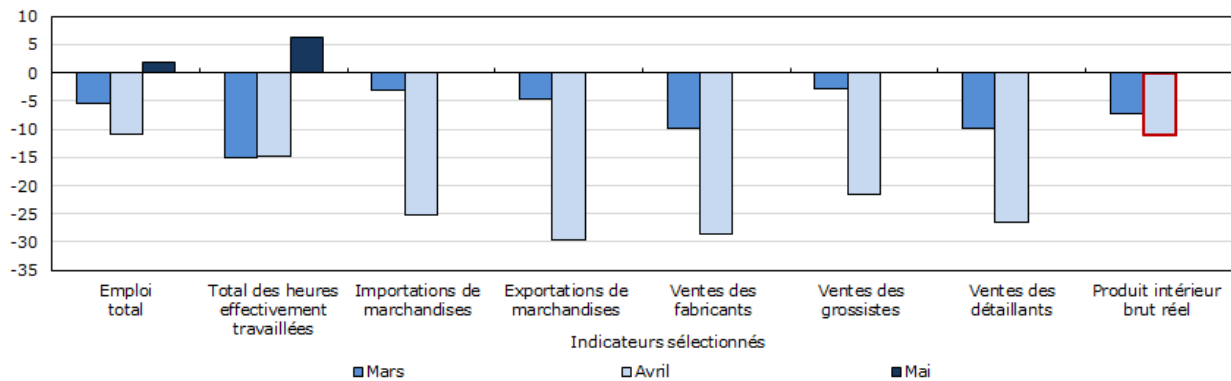
Aperçu

En mars, le produit intérieur brut (PIB) réel a baissé de 7,2 %, alors que les fermetures attribuables à la COVID-19 ont eu de graves répercussions sur la production des industries de service. Au premier trimestre, le PIB réel s'est replié de 2,1 %, la baisse trimestrielle la plus importante observée depuis le début de 2009. Des réductions considérables des ventes relatives à l'automobile ont contribué aux fortes baisses de l'activité économique, alors que les fermetures ont été maintenues en avril. Le commerce de marchandises en avril a atteint son point le plus bas en près d'une décennie, tandis que les ventes du secteur de la fabrication ont diminué de près de 30 %. En avril, les ventes au détail ont diminué de plus du quart. Une estimation provisoire du PIB réel, diffusée par Statistique Canada à la fin de mai, laissait entrevoir une baisse d'environ 11 % en avril (graphique 1).

À la suite de pertes d'emploi qui se sont chiffrées de trois millions en mars et en avril, le nombre d'emplois a augmenté de 290 000 en mai, surtout en raison des gains observés au Québec, alors que les restrictions visant l'activité économique ont été assouplies. En mai, le taux de chômage a augmenté pour atteindre un niveau record de 13,7 %, alors que le nombre de personnes à la recherche d'un emploi a affiché une hausse considérable puisque les chercheurs d'emploi ont réintégré la population active. Cependant, 1,4 million de Canadiens voulaient travailler en mai mais n'ont pas cherché d'emploi, tandis que plus du tiers de la population active potentielle au Canada est demeurée entièrement ou partiellement sous-utilisée.

Graphique 1
Indicateurs sélectionnés : Variation en pourcentage, d'un mois à l'autre, depuis

variation en pourcentage, d'un mois à l'autre



Notes : Le changement déclaré au produit intérieur brut réel (PIB) en avril est une estimation provisoire diffusée le 29 mai 2020 en même temps que la publication des données sur le PIB du mois de référence de mars 2020. Les estimations officielles du PIB réel pour avril 2020 seront publiées le 30 juin 2020. Les données pour les exportations et importations de marchandises, les ventes des fabricants, les ventes des grossistes et les ventes des détaillants sont mesurées en dollars courants. La bordure rouge pour le produit intérieur brut réel du mois d'avril 2020, indique que l'estimation est provisoire.

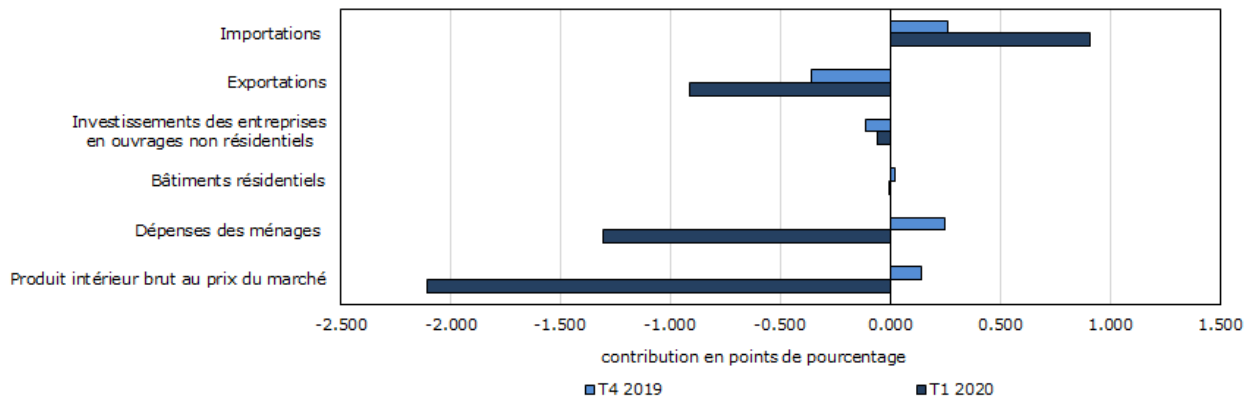
Sources : Statistique Canada, tableaux 36-10-0104-01, 12-10-0121-01, 16-10-0047-01, 20-10-0074-01, 20-10-0008-01, 14-10-0289-01 et 14-10-0287-01.

Baisse record des dépenses des ménages

Au premier trimestre de 2020, le PIB réel s'est replié de 2,1 %, la baisse trimestrielle la plus importante observée depuis le début de 2009. Les dépenses des ménages ont baissé de 2,3 %, ce qui constitue une diminution record, alors que les restrictions en matière de santé publique ont eu de graves répercussions sur l'activité économique au cours des deux dernières semaines de mars. Les dépenses inférieures relatives aux services ont représenté environ les deux tiers de la baisse générale des dépenses des ménages, et ont été surtout attribuables à des réductions marquées en ce qui concerne les services de restauration et d'hébergement et les services de loisirs (graphique 2). Les dépenses relatives aux biens ont également affiché une baisse, la diminution des dépenses relatives à l'automobile et aux vêtements ayant été en partie neutralisée par la hausse des dépenses liées à l'alimentation.

Graphique 2
Contributions au changement au produit intérieur brut réel, d'un trimestre à l'autre, composantes sélectionnées

Composantes sélectionnées



Notes : Les données pour le produit intérieur brut représentent la variation en pourcentage d'un trimestre à l'autre; toutes les autres données sont des contributions par point de pourcentage au changement trimestriel au produit intérieur brut réel. Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels comprennent les dépenses pour des bâtiments non résidentiels et des machines et du matériel.

Source : Statistique Canada, tableau 36-10-0104-01.

Au premier trimestre, les volumes d'exportations ont diminué de 3,0 %, la troisième baisse consécutive et la baisse trimestrielle la plus importante en près de quatre ans. Environ les deux tiers de la baisse générale des volumes d'exportations sont attribuables aux diminutions enregistrées au chapitre des services de voyages, des véhicules automobiles et des pièces pour véhicules automobiles, ainsi que des aéronefs et des autres types de matériel de transport. Au premier trimestre, les volumes d'importations ont diminué de 2,8 %, en raison du recul des importations de matériel électronique et électrique, de produits de consommation, de services de voyages, de machines et de matériel industriels, et de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles. Les volumes d'importations se sont repliés au cours de trois des quatre derniers trimestres.

Les investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels ont baissé de 0,7 % au premier trimestre, en raison de dépenses inférieures pour les machines et le matériel (MM). Les dépenses des entreprises en MM ont baissé pendant quatre trimestres consécutifs, tandis que les dépenses en ouvrages non résidentiels ont crû de manière stable depuis le début de 2019. Après avoir baissé à la fin de 2019, les dépenses des entreprises en produits de propriété intellectuelle ont augmenté de 0,3 % au premier trimestre, en raison de la hausse des dépenses en logiciels.

La demande intérieure finale, qui reflète l'ensemble de la consommation et des investissements, a baissé de 1,5 % au premier trimestre, ce qui constitue le recul trimestriel le plus important depuis le premier trimestre de 2009. Les baisses de la valeur des avoirs financiers ont entraîné une diminution de la valeur nette des ménages au cours du premier trimestre, alors que les actions ont affiché un important recul en mars en raison des préoccupations des investisseurs attribuables à la COVID-19. Au premier trimestre, la productivité des entreprises a augmenté fortement, tandis que la baisse des heures travaillées a été plus importante que la baisse de la production.

En mars, les industries de service ont été fortement touchées par les fermetures

Les restrictions adoptées à la mi-mars pour lutter contre la COVID-19 ont réduit l'activité dans de nombreux secteurs de l'économie. En mars, le produit intérieur brut réel a baissé de 7,2 %, alors que la production a régressé dans 19 des 20 secteurs d'activité. Plus de 80 % de la baisse en mars a été attribuable à une production inférieure dans le secteur des services, les services privés et publics ayant été touchés par des fermetures obligatoires et la distanciation physique (graphique 3).

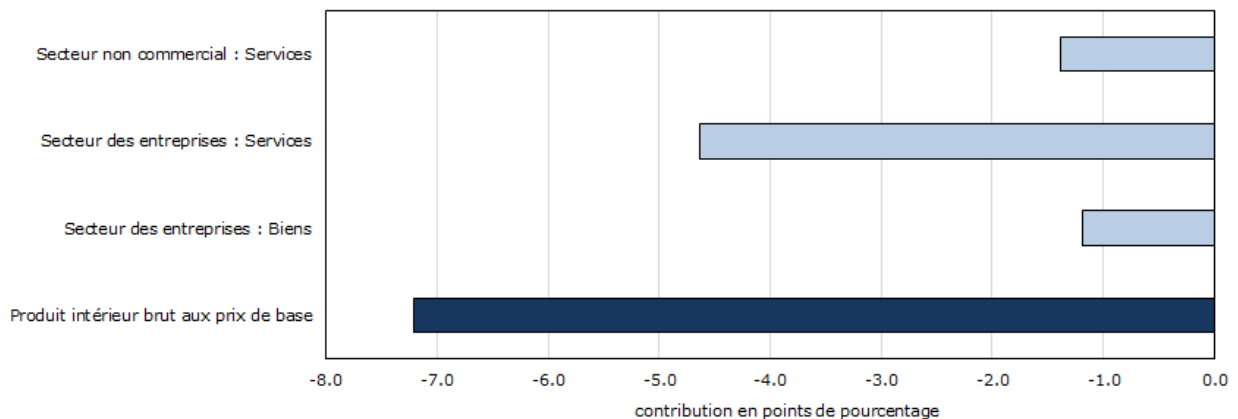
En mars, le secteur des services d'hébergement et de restauration s'est replié de 36,9 %, affichant sa plus forte baisse mensuelle à ce jour. Celui du transport et de l'entreposage a affiché une baisse de 12,2 %, alors que les restrictions de voyage et les fermetures de frontière ont eu des répercussions sur ce secteur. Le commerce de détail s'est replié de 9,6 %, en raison des fermetures des commerces ayant pignon sur rue et des baisses considérables des ventes relatives à l'automobile. Les services d'enseignement, les soins de santé et l'assistance sociale, et les administrations publiques ont également affiché une baisse substantielle, l'activité dans ces industries ayant subi les contrecoups de l'obligation qu'avaient les gens de rester à la maison.

En mars, la production des fabricants a baissé de 6,5 %, en raison des baisses considérables observées dans le secteur des véhicules automobiles et des pièces pour véhicules automobiles, alors que les producteurs ont arrêté leurs activités au Canada et aux États-Unis. En mars, la construction a baissé de 4,4 %, ce qui dépassait la baisse de 3,3 % observée en janvier 2009.

Une estimation provisoire diffusée par Statistique Canada à la fin de mai laissait entrevoir une baisse d'environ 11 % du PIB réel en avril.

Graphique 3
Contributions à la variation mensuelle du produit intérieur brut réel, agrégats industriels sélectionnés, mars 2020

Agrégats industriels sélectionnés



Notes : Le point de données pour le produit intérieur brut est la variation en pourcentage d'un mois à l'autre pour mars 2020; toutes les autres données sont des contributions en points de pourcentage au changement au produit intérieur brut réel en mars.

Source : Statistique Canada, totalisations spéciales.

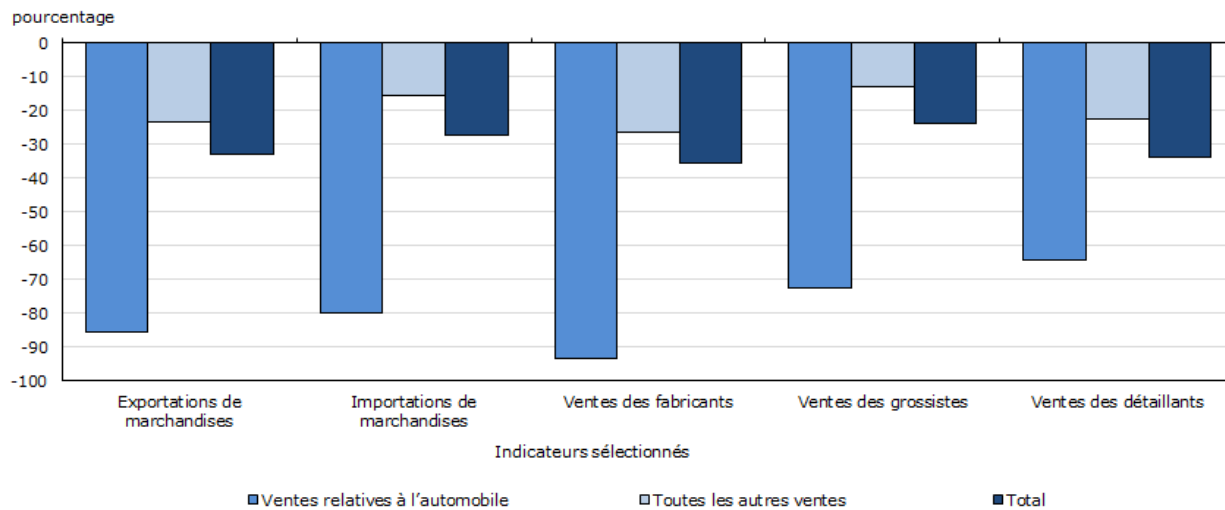
Baisses marquées du commerce de marchandises et de la fabrication alors que les usines interrompent leurs activités

En avril, les fermetures économiques découlant de la COVID-19 ont eu de lourdes répercussions sur le flux du commerce canadien. Les interruptions d'activités dans les industries de la fabrication et les industries axées sur les consommateurs, conjuguées aux baisses marquées des prix de

l'énergie, ont poussé le commerce total de marchandises à son plus faible niveau mensuel en près de 10 ans. Les exportations de marchandises ont diminué de 30 % en avril pour se situer à 32,7 milliards de dollars, et les importations de marchandises ont fléchi de 25 % pour se situer à 35,9 milliards de dollars. La baisse de l'activité commerciale observée en avril est presque entièrement attribuable au ralentissement du commerce entre le Canada et les États-Unis, ce qui témoigne du degré élevé d'intégration économique entre les deux pays.

Des baisses prononcées dans le commerce lié à l'automobile ont grandement contribué à la diminution de l'activité commerciale en avril. Les exportations de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles ont fléchi de plus de 80 %, les fermetures généralisées ayant eu des répercussions sur la fabrication de véhicules automobiles au Canada comme aux États-Unis (graphique 4). La diminution des expéditions de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles a été responsable de plus du tiers de la baisse globale des exportations canadiennes. Dans la même veine, les importations de véhicules automobiles et de pièces pour véhicules automobiles, qui ont reculé de près de 80 % en avril, étaient à l'origine de plus de la moitié de la baisse globale des importations canadiennes.

Graphique 4
Indicateurs sélectionnés : Variation en pourcentage des ventes, février à avril, selon l'activité



Sources : Statistique Canada, tableaux 12-10-0121-01, 16-10-0047-01, 20-10-0074-01 et 20-10-0008-01.

Des baisses prononcées dans le commerce lié à l'énergie ont aussi contribué à la diminution de l'activité commerciale en avril. Les exportations de produits énergétiques ont reculé de plus de 40 %, sous l'effet de la baisse marquée des prix et de la diminution des volumes, et les importations de produits énergétiques ont fléchi de plus de 50 %. En avril, les exportations et importations inférieures de biens de consommation ont également été des facteurs contributifs, alors que les fermetures économiques ont eu des répercussions sur la demande de produits de consommation. Le commerce international de services du Canada a aussi accusé une forte baisse, attribuable notamment à la réduction marquée des services de voyages en raison de la fermeture des frontières découlant de la COVID-19.

Après avoir diminué en mars pour s'établir au niveau le plus bas en presque quatre ans, les ventes du secteur de la fabrication ont diminué de près de 30 % en avril, quatre établissements sur cinq ayant déclaré que la COVID-19 avait eu des répercussions sur leurs activités. En avril,

les ventes totales du secteur de la fabrication étaient de 36,4 milliards de dollars, bien au-dessous du niveau mensuel le plus bas (38,3 milliards de dollars) observé pendant la récession de 2008-2009. Environ le tiers du déclin d'avril reflétait des ventes moins élevées de véhicules automobiles et de pièces de véhicules automobiles, qui ont diminué de plus de 90 % avec l'interruption des opérations des usines de montage et de plusieurs fournisseurs de pièces de véhicules automobiles au Canada. Les ventes des produits du pétrole et du charbon ont diminué de 46 % en avril, les raffineries ayant freiné leur production en réponse à la faible demande. Après s'être raffermies en mars, les ventes des fabricants d'aliments ont fléchi de 13 % en avril tandis que l'impact de la COVID-19 sur les usines de transformation de la viande se faisait ressentir.

Baisses très importantes des ventes d'automobiles et diminution des dépenses liées au commerce de détail

Après un déclin de 10 % en mars, les dépenses liées au commerce de détail ont diminué de plus du quart (-26,4 %) en avril, pour s'établir à 34,7 milliards de dollars. Les ventes chez les concessionnaires de véhicules automobiles et de leurs pièces ont fléchi de 44 % et ont été à l'origine du tiers de l'ensemble du déclin global des dépenses liées au commerce de détail. La diminution des ventes aux magasins d'alimentation et aux stations-service ont également contribué au déclin en avril. **Toutefois, en avril, les ventes dans les magasins d'alimentation sont demeurées près de 8 % au-dessus du niveau en février.** Selon la rétroaction des répondants, environ le tiers de détaillants ont fermé leurs portes en avril pour huit jours ouvrables en moyenne. La croissance des ventes du commerce de détail en ligne s'est raffermie en avril, de nombreux détaillants ayant lancé des services en ligne ou accru ceux déjà en place et offert des services de ramassage à la porte en réponse à la fermeture de magasins avec vitrine. Les commandes en ligne ont représenté environ 10 % des ventes totales liées au commerce de détail.

Les données sur les ventes de nouvelles automobiles soulignent l'impact de la COVID-19 sur le secteur automobile. Mesurées d'année en année, les ventes de nouvelles automobiles ont fléchi de 48,5 % en mars, puis de 74,6 % en avril, les deux baisses les plus importantes à ce jour.

Inflation totale négative des prix à la consommation

L'Indice des prix à la consommation a diminué de 0,2 % d'une année à l'autre en avril, la baisse des prix de l'énergie ayant fait passer le taux global au-dessous de zéro pour la première fois depuis septembre 2009. Les prix de l'essence, mesurés d'une année à l'autre, ont reculé de 39,3 % en avril, la plus forte baisse à ce jour.

Le taux global a continué à présenter des valeurs négatives en mai tandis que les prix à la consommation, mesurés d'une année à l'autre, ont fléchi de 0,4 %. Tandis que les prix aux stations-service ont augmenté d'avril à mai, comme plusieurs pays ont commencé à assouplir les restrictions liées à la COVID-19, les prix de l'essence en mai sont demeurés inférieurs de 30 % à ceux du mois de mai de l'an dernier. Sans tenir compte des prix de l'essence, l'inflation relative aux prix à la consommation a ralenti pour s'établir à 0,7 % en mai, l'augmentation d'une année à l'autre la plus petite depuis le début de 2013.

L'emploi commence à reprendre alors que plusieurs provinces assouplissent les restrictions

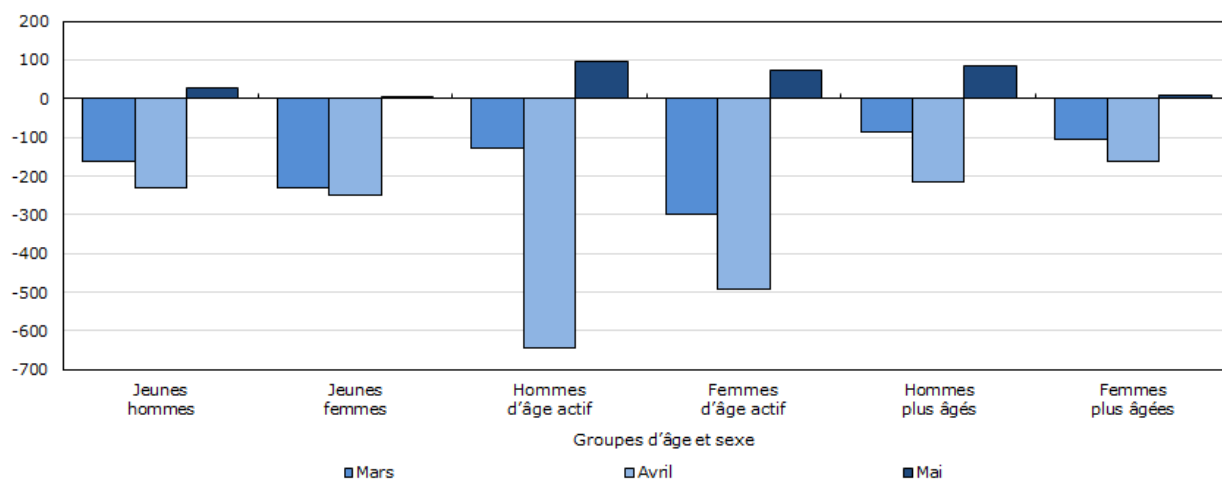
À la suite de pertes qui se sont chiffrées de trois millions en mars et en avril, le nombre d'emplois a augmenté de 290 000 en mai, alors que plusieurs provinces ont commencé à assouplir les restrictions, ce qui a permis la réouverture de certaines entreprises non essentielles. Les trois quarts de la hausse observée en mai touchaient le travail à temps plein, tandis que près de 80 % des gains étaient dus à un nombre d'emplois supérieur au Québec.

Le nombre d'emplois en construction et en fabrication a augmenté de 153 000, en raison principalement des hausses observées au Québec, alors que l'activité a repris dans ces industries. En mai, le nombre d'emplois dans le commerce de gros et de détail a crû de 107 000, encore une fois en raison principalement des gains enregistrés au Québec. L'Ontario est la seule province où l'emploi a continué de baisser en mai, alors que les restrictions ayant une incidence sur l'activité économique dans cette province étaient encore en grande partie en vigueur¹. Après avoir baissé de 27,7 % entre février et avril, le nombre total des heures travaillées a augmenté de 6,3 % en mai, en raison surtout des hausses observées dans le commerce de gros et de détail, la construction et la fabrication.

Le nombre d'emplois chez les travailleurs d'âge actif (de 25 à 54 ans) a augmenté de 168 000 en mai, les gains ayant été répartis parmi les hommes et les femmes d'âge actif (graphique 5). Le nombre d'emplois chez les travailleurs plus âgés a augmenté de 92 000. La hausse a été observée presque exclusivement chez les hommes. Après avoir diminué de plus de 870 000 en mars et en avril, le nombre d'emplois chez les Canadiens plus jeunes est demeuré relativement inchangé en mai (+30 000).

Graphique 5
Variations mensuelles de l'emploi, groupe d'âge et sexe, mars à mai 2020

milliers de personnes



Notes : Groupes d'âge : Jeunes = 15 à 24 ans; âge actif = 25 à 54 ans; plus âgés = 55 ans et plus.
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

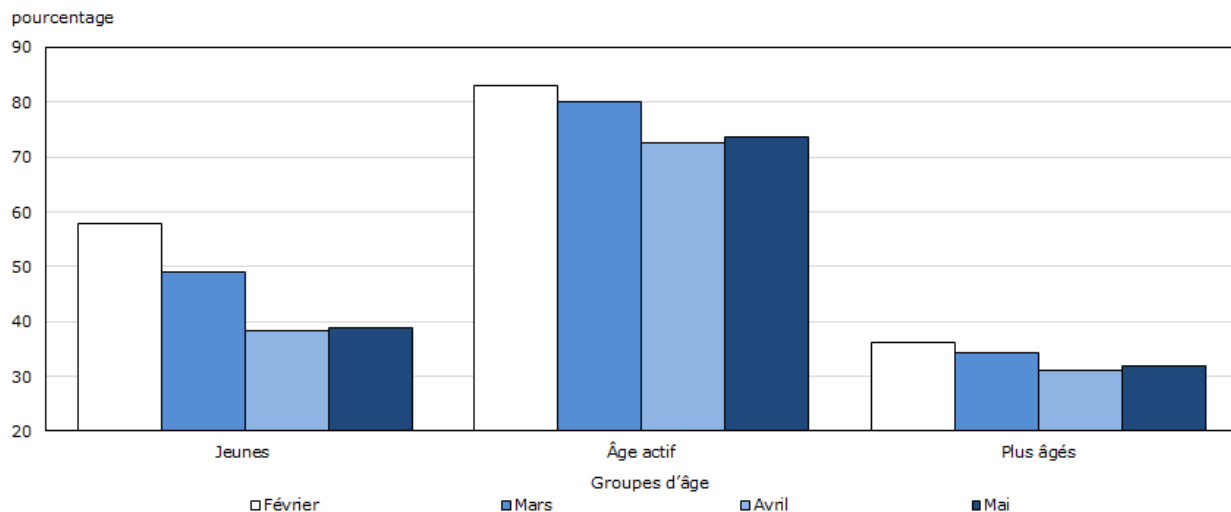
¹ La semaine de référence pour l'Enquête sur la population active de mai était celle du 10 au 16. Parmi les provinces qui avaient commencé à assouplir les restrictions au cours de cette période, il y avait la Colombie-Britannique, la Saskatchewan, le Manitoba, le Québec, le Nouveau-Brunswick, l'Île-du-Prince-Édouard et Terre-Neuve-et-Labrador.

Après avoir atteint un creux record de 52,1 % en avril, le taux d'emploi du Canada, c'est-à-dire la portion de la population d'âge actif qui a un emploi, a augmenté pour atteindre 52,9 % en mai, soit environ neuf points de pourcentage sous le taux observé en février. En mai, le taux d'emploi chez les travailleurs d'âge actif a augmenté pour atteindre 73,7 %, après avoir baissé en avril à son niveau le plus bas en plus de 35 ans. Plus de 77 % des hommes du groupe d'âge actif avaient un emploi en mai, par rapport à sept femmes du groupe d'âge actif sur dix. Le taux d'emploi chez les Canadiens plus jeunes a augmenté légèrement pour atteindre 38,8 % en mai, et est demeuré de plus de 19 points de pourcentage inférieur au taux observé en février (graphique 6).

En mai, le taux de chômage au Canada a augmenté pour atteindre 13,7 %, alors qu'un nombre accru de personnes se sont mises à la recherche d'un emploi. Cette situation a été attribuable en grande partie aux chercheurs d'emploi ayant réintégré la population active. Cependant, le nombre de Canadiens qui voulaient travailler, mais qui n'ont pas cherché d'emploi, est resté élevé en mai, passant de 1,5 million en avril à 1,4 million en mai. S'il est corrigé pour ajouter ces personnes, le taux de chômage en mai atteint 19,6 %. Plus du tiers de la main-d'œuvre potentielle du Canada est demeurée entièrement ou partiellement sous-utilisée en mai².

Les travailleurs ayant un revenu inférieur, c'est-à-dire ceux qui gagnaient moins des deux tiers du salaire médian de 2019, ont été fortement touchés par les fermetures d'entreprise en mars et en avril. L'emploi chez ce groupe a reculé de près de 40 %. En mai, le nombre d'emplois à salaire plus faible a commencé à se rétablir avec l'assouplissement initial des restrictions relatives à la COVID-19. L'emploi parmi les travailleurs à salaire plus faible a augmenté de 134 000. Cela signifie qu'un peu plus de 10 % des pertes observées en mars et en avril ont été récupérées. L'augmentation de l'emploi dans le commerce de gros et de détail et les services d'hébergement et de restauration a soutenu la hausse des emplois à salaire plus faible en mai.

Graphique 6
Taux d'emploi selon le groupe d'âge, février à mai 2020



Notes : Jeunes : 15 à 24 ans; âge actif : 25 à 54 ans; Plus âgés : 55 ans et plus.
Source : Statistique Canada, tableau 14-10-0287-01.

² Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre réunit de l'information pour trois groupes : (1) les chômeurs, (2) les personnes inactives qui voulaient travailler, mais qui n'ont pas cherché d'emploi, et (3) les personnes en emploi qui ont travaillé moins de la moitié de leurs heures habituelles.

Nouvelle analyse des répercussions potentielles de la COVID-19 sur les travailleurs canadiens

Deux nouveaux articles, diffusés en juin 2020, ont évalué les répercussions potentielles de la COVID-19 sur différents segments de la main-d'œuvre au Canada. Messacar, Morissette et Deng (2020) ont étudié comment la faisabilité du travail à domicile varie chez les familles ayant différents profils de revenus et niveaux de scolarité. Tandis qu'environ 40 % des Canadiens ont un travail qui pourrait être fait à domicile, la probabilité qu'ils le fassent est beaucoup plus élevée chez les familles ayant un revenu et un niveau de scolarité supérieurs.

Les auteurs montrent, par exemple, que plus de 50 % des familles ayant deux revenus dans le décile supérieur de la répartition des revenus occupent des emplois dans le cadre desquels les conjoints peuvent travailler à domicile, soit plus de deux fois le taux des familles ayant deux revenus situés plus près du milieu de la répartition des revenus. En revanche, moins de 10 % des familles comptant deux revenus parmi les moins élevés ont des emplois dans le cadre desquels les deux partenaires peuvent travailler à domicile. La prévalence du travail à domicile augmente également de manière considérable en fonction du niveau de scolarité du principal soutien économique. Environ les deux tiers des soutiens économiques principaux ayant un baccalauréat ou un niveau de scolarité supérieur peuvent travailler à domicile, par rapport à moins de 30 % des personnes ayant un diplôme d'études secondaires.

Une analyse de Chan, Morissette et Qiu (2020) offre des lignes directrices initiales concernant les répercussions potentielles des pertes d'emploi attribuables à la COVID-19 sur les revenus à plus long terme des travailleurs touchés. Les auteurs mentionnent que, pendant les trois dernières récessions au Canada, les travailleurs plus jeunes, les travailleurs ayant un niveau de scolarité inférieur et les employés récemment embauchés étaient plus susceptibles d'être mis à pied, de manière temporaire ou permanente, que les autres employés (une tendance qui est aussi évidente en ce qui concerne les pertes d'emploi attribuables à la COVID-19). Au cours de ces récessions antérieures, environ 45 % de tous les travailleurs mis à pied l'ont été de manière permanente, tandis que 15 % des travailleurs restants ayant été mis à pied de manière temporaire ont perdu leur emploi au cours de l'année suivante. Comme l'indiquent les auteurs, la mesure dans laquelle la COVID-19 entraîne des mises à pied permanentes aura des répercussions importantes sur l'incidence de la pandémie sur les travailleurs canadiens à plus long terme. Si on évalue les dernières décennies, au moins un travailleur canadien sur cinq qui a été mis à pied de manière permanente a observé une baisse de son revenu d'au moins 25 % cinq années après avoir perdu son emploi.

Références

W. Chan, R. Morissette et H. Qiu. 2020. COVID-19 et la suppression d'emploi : une réflexion à plus long terme. N° 45-28-0001 au catalogue. Ottawa, Statistique Canada.

D. Messacar, R. Morissette et Z. Deng. 2020. Inégalités en matière de faisabilité du travail à domicile pendant et après la COVID-19. N° 45-28-0001 au catalogue. Ottawa, Statistique Canada.

